

Memo sur la coopération sino-guinéenne et la politique de financement des projets (à l'attention de la Mission du FMI)

I. L'importance de la coopération avec la Chine

La Guinée fait partie des tout premiers pays à établir, avec la Chine, des relations diplomatiques et de coopération en Afrique au sud du Sahara depuis les années 60 et bien avant l'émergence de ce pays comme puissance économique. La Chine est ainsi présente en Guinée pendant la période d'isolement diplomatique et économique du pays comme l'atteste la réalisation des premiers barrages hydroélectriques, des usines ou du palais du peuple.

La récente visite du Président de la République de Guinée en septembre 2011, qui marque le début d'une ère de stabilité démocratique, est un tournant majeur dans l'intensification des relations économiques et financières entre les deux pays. Cette coopération est basée sur la complémentarité des ressources et des besoins des deux pays. En effet, la Guinée dispose des ressources naturelles minières et a besoin des infrastructures pour créer les conditions d'une croissance capable de réduire la pauvreté et de s'extirper du sous-développement. La Chine dispose à la fois du marché, de la technologie et des ressources financières. Elle souhaite avoir accès aux ressources minières comme l'aluminium ou le fer pour assouvir les besoins énormes de sa forte croissance économique sur le plus grand marché émergent du monde.

Toutefois quelque soit l'importance de cette coopération avec la Chine, la Guinée doit rendre celle-ci compatible avec les politiques et les pratiques de la coopération traditionnelle avec ses principaux bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. En effet depuis la libéralisation de notre économie au début de la seconde république, les institutions de Bretton Woods, l'Union Européenne et les autres bailleurs multilatéraux et bilatéraux ont régulièrement soutenu la Guinée.

Pour ce faire, la politique de coopération avec la Chine repose sur trois axes essentiels :

- ✓ L'insertion des investissements dans le cadre des plans de développement du pays. Le plan quinquennal actuel met l'accent sur les secteurs prioritaires et porteurs de croissance comme l'agriculture, l'eau et l'électricité, les télécoms, les infrastructures de transport, l'éducation et la santé.
- ✓ Privilégier les investissements et les financements dans les infrastructures de base.
- ✓ **Chercher les financements qui ne mettent en péril ni le programme formel avec les institutions de Bretton Woods ni la procédure d'annulation de la dette dans le cadre du PPTE ou du club de Paris.**

Dans ces conditions, le Gouvernement cherche à financer ses propres projets à des conditions concessionnelles telles que définies par le FMI, à faciliter la recherche de financements des gros projets par les promoteurs qui prennent leurs propres risques sans aucune incidence sur le budget de l'Etat et à promouvoir les investissements directs des entreprises chinoises.

II. Les financements concessionnels avec Eximbank

Eximbank de Chine est la banque d'Etat officiellement chargée par le Gouvernement chinois des financements à des conditions douces en faveur des pays sous-développés. C'est pourquoi la Guinée est entrain de négocier les financements pour un certain nombre de projets. **Toutefois à la date d'aujourd'hui, la Guinée n'a encore signé aucun financement avec les banques chinoises.**

Le 1^{er} projet dont le financement est en négociation est **le projet hydroélectrique de Kaleta** pour une enveloppe de 334 millions de dollars représentant 75% de l'enveloppe, les 25% ayant été payés par le gouvernement guinéen comme son apport. La Guinée ayant posé comme préalable que le financement soit concessionnel au sens du FMI, la négociation porte actuellement sur les garanties à offrir à la Banque.

Le 2^{ème} projet soumis à Eximbank est le projet de **l'usine thermique de Maneah** de 50 MW pour 76 millions de dollars. EDG et le Gouvernement tenant compte des investissements déjà réalisés à ce jour pour les usines thermiques, ont demandé à la dernière mission de la Banque en Guinée de réorienter cette facilité de financement vers l'amélioration du réseau de transport et de distribution du courant électrique.

Les autres projets en pipeline ne sont pas encore soumis à Eximbank. Il s'agit du **projet de modernisation de Sotelgui**, du projet de passage de la Guinée de **l'analogique au numérique** avant 2015 conformément au calendrier imposé à tous les pays africains et d'un projet agricole d'aménagement et d'hévéaculture.

III. Les financements des grands projets avec la China Development Bank (CDB).

La CDB est une la Banque désignée par les autorités chinoises comme l'instrument de la coopération avec la Guinée. Elle dispose des actifs de plus de 900 milliards de dollars à fin 2011.

Elle s'est déjà engagée à financer deux projets miniers chinois dans la filière de la bauxite-alumine. Il s'agit de **Henan-chine** pour un projet de production de 2 millions de tonnes d'alumine extensible à 4 millions pour une enveloppe de 3 milliards de dollars, et **la China Power Investment (CPI)** de 4 millions de tonnes d'alumine extensible à 8 millions pour une enveloppe de 6 milliards de dollars.

Dans le cadre du projet d'exploitation du fer des blocs 3 et 4 de **Simandou**, la Guinée est associée (15% du capital) à Rio Tinto (actionnaire majoritaire et opérateur), à l'entreprise chinoise Chinalco et à la SFI dans SIMFER. Pour la SPV, société d'infrastructure (Chemin de fer et port) associée à cette mine dans laquelle la Guinée souhaite être majoritaire, elle a demandé à la CDB de financer ces infrastructures. A la suite des discussions à Conakry et à Beijing, **La CDB vient de donner son accord de principe à hauteur de 10 milliards de dollars à la Guinée**. La négociation pour ce financement n'a même pas commencé encore dans la mesure où l'étude de faisabilité n'est pas encore remise aux partenaires par Rio Tinto.

Il reste entendu que dans le cas susmentionné, la Guinée ne s'endette pas et ne fournit pas de garantie, donc il n'aura aucun impact budgétaire. Le financement sera fait directement en faveur du projet ainsi que les garanties à octroyer.

Pour terminer, il faut signaler la disponibilité du **Fonds Sino-africain** dont l'objectif est de financer les entreprises privées chinoises et africaines dans les joint-ventures qui seront créées. Pour le moment, ce fonds n'a aucune activité en Guinée.

Dr Ousmane KABA,

Président du Comité de coopération Sino-guinéenne

Conseiller du PRG chargé de la Stratégie de développement économique.